



Lettre n° 285 du 30 avril 2023

Au sommaire :

- **De l'argent pour les retraites et les salaires, pas pour le CAC40 et la guerre ! Non à l'odieuse guerre coloniale de Macron-Darmanin à Mayotte ! Contre le nationalisme et la xénophobie, pour un 1^{er} Mai internationaliste**
Yvan Lemaitre
- **Contre l'escalade militaire en Ukraine et l'engrenage meurtrier de l'état de guerre permanent, la fraternisation des travailleurs et des peuples par-delà les frontières** - *Galia Trépère*

De l'argent pour les retraites et les salaires, pas pour le CAC40 et la guerre !

Non à l'odieuse guerre coloniale de Macron-Darmanin à Mayotte ! Contre le nationalisme et la xénophobie, pour un 1^{er} Mai internationaliste

Macron-Darmanin allie avec un sinistre talent le ridicule et l'odieux. La caravane de Macron qui parcourt la France avec son groupe électrogène, poursuivie par le bruit des casseroles et la colère, a échoué à Saint Denis pour la finale de la coupe de France et s'y faire chahuter après avoir voulu interdire les sifflets et les cartons rouges. Ridicule et odieux quand les mêmes affichent sans fard leur vrai visage dans la guerre coloniale qu'a engagée le ministre de l'Intérieur, le sinistre Darmanin, à Mayotte, le 101^{ème} département français situé dans l'océan Indien à 8 000 kilomètres de Paris, au nom de la lutte contre « l'immigration illégale » et de « la restauration de la paix républicaine » selon ses propos. « La paix républicaine », c'est le démantèlement des bidonvilles habités par les plus pauvres et les migrants sans papiers pour expulser ces derniers manu militari vers les Comores !

L'opération a commencé le dimanche 23 avril par l'usage de pas moins de 650 grenades lacrymogènes, 85 grenades de désencerclement, 60 tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) contre « une centaine d'assaillants armés de machette » selon le rapport de la CRS 8, force maîtresse de l'opération. Les CRS ont ouvert le feu à douze reprises à balles réelles visant le sol.

Ce déferlement de violences policières cible l'ensemble de la population pauvre de Mayotte, les jeunes des quartiers pauvres de l'île, mahorais tout autant qu'immigrés comoriens. Le gouvernement et les autorités locales justifient cette violence par des discours xénophobes, racistes

contre les immigrés désignés comme bouc-émissaires responsables de tous les maux de l'île.

Le 1^{er} vice-président du Département de Mayotte, Salime Mdéré, a été jusqu'à déclarer lors du JT de Mayotte à propos des jeunes immigrés : « Je refuse de les appeler des gamins, ce sont des délinquants, des terroristes des voyous. A un moment donné il faut peut-être en tuer ». Un appel au meurtre qui justifie par avance les drames inévitables de ce déferlement de haine et de violence en rabaisant les migrants et les pauvres à une sous-humanité.

La droite et l'extrême droite se lâchent en oubliant que c'est la France qui a colonisé les Comores puis, au moment de leur indépendance, a gardé Mayotte sous sa tutelle grâce à un référendum manipulé et malgré la désapprobation de l'ONU. Les habitants des autres îles des Comores sont ainsi devenus des étrangers à Mayotte alors que les uns et les autres forment un même peuple. La France y a gardé le pouvoir et, aujourd'hui, prétend expulser des migrants accusés d'être des étrangers parmi les leurs dans une île qui fait partie de l'archipel des Comores.

Cette absurdité dramatique est à l'image de l'absurdité de la colonisation qui est responsable de la misère qui frappe l'ensemble de la population des Comores dont Mayotte où près de 80 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La population y est laissée à l'abandon par un pouvoir colonial qui ne se soucie que de ses propres intérêts dans l'Océan indien. C'est bien cette misère qui nourrit

les bandes armées violentes vivant du racket et du vol. La responsabilité en revient à l'État français indifférent aux souffrances de la population et qui, comme chaque fois qu'il perd le contrôle d'une situation dramatique que sa propre politique a engendrée, fait donner ses sbires contre les plus démunis et vulnérables. Les mêmes voudraient justifier leur guerre en Ukraine au nom des droits des peuples !

La précipitation de Macron-Darmanin dans cette sinistre aventure coloniale pourrait bien se retourner contre eux. Là encore, ils sont pris à leur propre piège. Leur opération est aujourd'hui bloquée par le tribunal de la capitale de Mayotte qui s'oppose à la destruction des bidonvilles alors que la compagnie maritime SGTM assurant la liaison entre Mayotte et les Comores a suspendu la rotation de ses navires après que les Comores ont refusé que les bateaux français accostent sur leurs îles. Et Borne s'est vue contrainte d'annoncer que le projet de loi sur l'immigration dont Macron voulait accélérer le passage au Parlement ne serait finalement pas présenté avant l'automne, faute de majorité... Darmanin impatient de marquer les esprits, encouragé par Macron à « *tourner la page* », s'est laissé emporter par son ambition et ses propres préjugés xénophobes, tout comme Macron paniqué et s'empresse de « *durcir les règles pour que ceux qui n'ont pas de raison d'être ici puissent voir leur dossier étudié plus rapidement et être accompagnés chez eux* ». Borne exécute sans attendre, annonce la mobilisation de « *150 policiers et gendarmes supplémentaires dans les Alpes-Maritimes* » pour faire « *face à une pression migratoire accrue à la frontière italienne* ». Et l'épouvantail Le Pen sert de justification, « *Marine Le Pen arrivera au pouvoir si on ne sait pas répondre aux défis du pays et si on installe une habitude du mensonge ou du déni du réel* ». Le réel, c'est bien qu'une chimère politique est en train de naître, Macron-Darmanin-Le Pen, les rivaux au sein du bloc réactionnaire pour mener la même politique au service de l'ordre capitaliste. Combattre l'un, c'est combattre l'autre, leur préparer la même déroute...

Le camp des travailleur.es, des exploité.es, des opprimé.es, un 1^{er} Mai pour montrer notre détermination, notre force politique

Les manifestations du 1^{er} Mai sont l'occasion de dénoncer cette politique des classes dominantes et de l'État, du gouvernement. Elles sont l'occasion d'affirmer fièrement notre solidarité internationale pour dire que nous sommes une seule classe, par-delà les frontières et les continents, la classe des travailleurs appelée à mettre fin au règne des exploités, ces fauteurs de misère et de guerre qui, au nom du nationalisme, voudraient nous enrôler dans leurs armées économiques, industrielles, militaires pour sacrifier nos vies à la défense de leurs profits, de leur avidité de puissance, de domination, de pouvoir.

Nous sommes une même classe internationale, sans patrie ni frontière, citoyens du monde, toutes et tous migrants ou descendants de migrants.

Le nationalisme, la xénophobie, le racisme sont des pièges sanglants dans lesquels les classes dominantes parasitaires qui concentrent les richesses entre leurs mains voudraient nous prendre pour nous mettre en concurrence entre travailleurs, entre femmes et hommes, entre nationaux et immigrés pour mieux nous exploiter, accroître la rentabilité financière de leurs capitaux. Ils veulent nous prendre au piège de leur guerres économiques comme ils sacrifient aujourd'hui les populations d'Ukraine et de Russie dans une guerre réactionnaire qui, non seulement impose à ces dernières de terribles souffrances, mais contribue à la dégradation des conditions de vie dans le monde entier au profit d'une militarisation croissante, de l'inflation et préparent l'opinion à une nouvelle escalade militaire contre les rivaux des vieilles grandes puissances impérialistes sous la houlette des USA.

Seule la classe internationale des travailleurs peut mettre fin à cette course à l'abîme qui met en danger l'humanité.

Alors oui, il nous faut faire de ce 1^{er} mai un 1^{er} mai historique comme y appelle l'intersyndicale, une démonstration de force, historique par sa détermination, historique par sa conscience et sa lucidité, sa volonté de ne rien lâcher.

Pour l'unité du monde du travail, faire vivre la démocratie, faire de la politique avec nos armes de classe

L'intersyndicale vante ce 1^{er} mai comme une première, puisque depuis 1945, le mouvement syndical, en France, n'a jamais été réuni dans une même manifestation le 1^{er} mai. Mais quel en est l'objectif ? En faire un point de départ pour un nouvel élan pour affronter Macron ? Ou plutôt une nouvelle manifestation pour accompagner le mécontentement, le canaliser en prétendant ne pas tourner la page, « *la réforme, c'est toujours non !* », tout en laissant entendre qu'après le dialogue social pourrait reprendre.

Le bilan des trois mois de mobilisation, c'est qu'il faudrait vraiment tourner la page de cette politique. Tout le monde sait qu'elle est une stratégie perdante incapable de faire céder Macron.

Celui-ci parti en campagne pour ses cent jours ne reviendra pas en arrière si le mouvement ne change pas de nature et reste prisonnier et respectueux du cadre institutionnel du dialogue social et des manœuvres et jeux parlementaires. La question sociale se concentre sur la question politique, le pouvoir, qui décide au nom de quels intérêts ?

De fait, nous sommes engagés dans une nouvelle étape de la lutte, une étape politique.

En réponse au gouvernement qui tente de se redéployer pour relancer ses réformes, c'est à dire de nouvelles attaques contre le monde du travail, « *la feuille de route* » de Borne, nous avons besoin de nous battre pour ressouder notre camp, redonner confiance, unir nos forces qui ont donné sa dynamique à notre mouvement, les actions

à la base, la grève, les blocages, l'agitation politique permanente pour convaincre et entraîner. Ce n'est pas Macron qu'il faut convaincre, mais la majorité du monde du travail qu'il est nécessaire de poursuivre la lutte d'une autre façon, en discuter pas seulement dans le cadre syndical mais aussi à la base, dans les collectifs, les interpros, démocratiquement décider de nos objectifs, de nos revendications, de notre programme.

Si nous restons dans le refus, « *on ne tourne pas la page* », Macron finira par l'emporter à l'usure en jouant sur le pourrissement alors que lui peut s'appuyer sur son appareil d'État et les institutions. Nous avons, nous, le nombre et la détermination, il nous manque une politique lucide qui ose dire la vérité : empêcher les 64 ans, c'est faire plier le gouvernement, l'obliger à partir lui qui en a fait sa raison d'être, sa légitimité.

Nous verrons jusqu'où peut aller notre mobilisation. Quoi qu'il en soit, quel que soit le gouvernement qui sortira de la déroute annoncée et nécessaire de Macron, il aura, face à lui ou pour le soutenir s'il osait s'attaquer aux privilèges du capital et de ses détenteurs, les actionnaires, la force organisée et consciente du monde du travail poursuivant ses propres objectifs, défendre ses droits sans craindre de s'affronter aux institutions, postuler à diriger la société, à instaurer une république sociale, démocratique, révolutionnaire, un gouvernement des travailleurs issu du mouvement populaire et sous le contrôle de ses organes démocratiques. Les conditions de la réalisation d'un tel pouvoir ne sont pas encore mûres dans les consciences, cette perspective se forgera à travers et par la lutte, par la prise de conscience par le plus grand nombre que nous n'avons pas d'autre choix que de nous organiser pour contrôler la marche de la société, en décider.

Dans sa fébrilité à tourner la page, Macron contribue à la politisation du mouvement et nous avons besoin de prendre en compte la nouvelle étape dans laquelle nous sommes engagés, assumer la dimension directement politique que prend la lutte autour de la question du pouvoir. C'est bien le sens des casserolades, des manifs d'accueil des ministres en vadrouille ou de Macron, comme des actions qui se déroulent à travers tout le pays. Elles poursuivent la lutte en menant une campagne politique contre le pouvoir mais elles ont besoin de se fixer des objectifs et des perspectives d'ensemble, d'avoir une même politique

pour unir nos forces, convaincre autour de nous, entraîner, organiser pour préparer le nouvel affrontement nécessaire pour faire plier Macron. Chaque action, chaque grève, chaque mobilisation devient un acte d'accusation et de contestation de leur pouvoir, le pouvoir des riches, des colonialistes héritiers de l'esclavage dont Macron a eu le cynisme de commémorer l'abolition et un de ses héros révolutionnaires, Toussaint Louverture.

La lutte contre les 64 ans, c'est aussi la lutte pour les salaires face à l'inflation, la lutte pour la santé et l'éducation, la lutte contre les licenciements, la lutte pour mettre fin à une politique qui dans tous les domaines sacrifie les intérêts collectifs aux intérêts privés d'une minorité de possédants.

L'ONG Oxfam vient de publier un rapport qui dénonce l'injuste répartition des richesses et les inégalités scandaleuses des salaires qui ne cessent de se creuser. Entre 2009 et 2021, les cent plus grandes firmes françaises ont doublé leur richesse. La plupart affichent des profits records. « *La rémunération des PDG a augmenté de 66 %* » contre seulement 14 % pour la part redistribuée aux employés. De 2011 à 2021, l'écart de rémunération entre PDG et salaire moyen « *est passé de 64 à 97* ». C'est-à-dire que ces PDG gagnent en moyenne 97 fois le salaire de leurs employés. Quant à la première fortune, française, du monde, celle de Bernard Arnault, PDG du luxe, elle atteint 220 milliards d'euros, l'équivalent du PIB du Portugal.

C'est la logique même de cette société, l'accumulation croissante de richesse à un pôle et la régression sociale, la pauvreté voire la misère à l'autre.

Pour contester cette société, en finir avec le pouvoir de la minorité capitaliste, nous avons besoin d'unir nos forces en toute indépendance de l'unité au sommet des appareils syndicaux soucieux de défendre leur place dans le dialogue social. Ce qui fera de ce 1^{er} mai un 1^{er} mai historique, c'est bien notre détermination à continuer le combat, à unir nos forces contre la réforme, à mener notre politique pour défendre nos droits pour contester ce système failli et mettre fin aux guerres et au pillage des richesses, au ravage de la planète, à la dictature du capital pour conquérir la démocratie, notre droit de contrôler et de décider de la marche de la société en coopération et solidarité avec les travailleurs du monde entier.

Yvan Lemaitre

Contre l'escalade militaire en Ukraine et l'engrenage meurtrier de l'état de guerre permanent, la fraternisation des travailleurs et des peuples par-delà les frontières

Toute la presse en parle, une contre-offensive de grande ampleur de l'armée ukrainienne serait en préparation pour une date indéterminée, d'ici à l'été peut-être, tandis qu'en Russie, Poutine et son régime martèlent sans relâche leur propagande mensongère et font assaut de répression pour imposer la continuation de la guerre

et préparer une nouvelle offensive. Le fait que Zelensky se soit entretenu le 26 avril pour la première fois depuis le début de l'agression russe avec le dictateur chinois Xi Jinping qui, affirmant respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine, s'est proposé pour une médiation, ne traduit rien d'autre que la volonté de la Chine d'occuper sa place

dans le monde. Poutine ne veut pas lâcher sa guerre, il sait qu'il risque d'y perdre son pouvoir tandis que les États-Unis n'approuveront jamais un plan de paix émanant de la Chine, leur principale rivale, d'autant que celle-ci a refusé de condamner l'agression de la Russie. Lors d'une conférence de presse au Luxembourg, le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg, a d'ailleurs déclaré le lendemain de l'entretien : « *Si nous voulons une solution pacifique et négociée qui permette à l'Ukraine de s'imposer en tant que nation souveraine et indépendante, le meilleur moyen d'y parvenir est d'apporter un soutien militaire à l'Ukraine, exactement comme le font les alliés de l'Otan* ».

Autant dire que la guerre va se prolonger, les morts et les mutilations, les destructions, les souffrances sans fin pour les civils et soldats ukrainiens, pour les soldats russes et leurs familles, les privations. Un immense gâchis en vies humaines et matériels, une absurdité érigée en devoir moral incontournable par les dirigeants des deux camps, non seulement Poutine, qui a déclenché les hostilités, et l'État ukrainien, mais aussi derrière lui, les États-Unis et leurs alliés dont la France qui font mener à la population ukrainienne une guerre par procuration contre la Russie au nom de la « *légitime défense* » de l'Ukraine et de la « *défense des valeurs occidentales* ».

Les États-Unis et leurs alliés, de la belligérance officieuse à la belligérance officielle ?

Le 21 avril dernier se sont retrouvés sur la base militaire américaine de Ramstein, en Allemagne, les représentants des 41 pays du groupe de contact organisé sous l'égide des États-Unis pour la défense ukrainienne. La réunion était présidée par le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin et le président des chefs d'état-major interarmées des USA, Mark Milley. Deux jours auparavant, l'armée ukrainienne avait reçu ses premiers systèmes de défense anti-aérienne Patriot et des chars français AMX-10RC.

« *Tous ensemble, nous allons assurer que les Ukrainiens disposent de tout ce dont ils ont besoin pour vivre en liberté* », a déclaré en ouvrant la réunion Lloyd Austin qui s'est félicité de ce que le groupe de contact avait fourni à l'État ukrainien plus de 55 milliards de dollars en équipements purement militaires. « *En quelques mois seulement, a précisé le secrétaire général de l'Otan, Stoltenberg, le groupe de contact a livré plus de 230 chars, plus de 1550 véhicules blindés et d'autres équipements et munitions pour soutenir plus de neuf nouvelles brigades blindées. Les Ukrainiens disposent donc des capacités dont ils ont besoin pour reprendre davantage de territoires* ».

La veille, le 20 avril, à Kiev, Stoltenberg invitait Zelensky au prochain sommet de l'Otan à Vilnius en juillet prochain en lui promettant que l'adhésion de l'Ukraine y serait discutée, précisant : « *Permettez-moi d'être clair : la place légitime de l'Ukraine est au sein de la famille euro-atlantique. L'Ukraine a toute sa place au sein de l'Otan. Et au fil du temps, notre soutien vous aidera à rendre cela possible* ». En langage non diplomatique, comme cela a

déjà été affirmé à plusieurs reprises, il considère l'Ukraine comme membre de l'Otan et pourrait alors s'appliquer l'article 5 de ses statuts, l'assistance à tout État membre, y compris par l'intervention militaire directe. Nous n'en sommes pas encore là mais les USA et l'Otan se préparent et préparent l'opinion à une nouvelle étape de l'escalade militaire, pouvant conduire y compris à l'utilisation d'armes nucléaires.

Les plaintes de Zelensky concernant une insuffisance des livraisons d'armes, en particulier d'avions, sont largement répercutées dans la presse, mais l'armée ukrainienne dispose d'anciens avions soviétiques, les Mig 29 fournis par la Slovaquie et la Pologne et des livraisons d'avions de chasse américains sont d'ores et déjà prévues. Seulement, comme le dit lui-même le ministre de la défense ukrainienne, Reznikov, il faut le temps de la formation des pilotes et des techniciens nécessaires à leur utilisation.

Les fuites du Pentagone n'ont fait que confirmer que l'armée ukrainienne est non seulement équipée de pied en cap et entraînée par les pays occidentaux, mais elle est également commandée par un état-major issu des services spéciaux du Pentagone, elle utilise les renseignements de ses satellites, etc. Aujourd'hui elle se prépare à une contre-offensive accompagnée d'une offensive politique et diplomatique de l'Otan proclamant considérer l'Ukraine comme un de ses membres. Formellement, ce n'est pas et ce ne sera probablement pas le cas lors du sommet de Vilnius mais ces déclarations signifient sans ambiguïté une possible entrée en guerre officielle des pays membres de l'Otan en vertu de l'article 5 de son traité. Une escalade guerrière aux conséquences effroyables ! Stoltenberg, sous la pression de Zelensky et de la logique de cet engrenage, s'est-il avancé plus loin que ne le souhaitent les États-Unis et leurs alliés ? C'est probable. Dans l'immédiat, la contre-offensive de l'Ukraine est préparée de façon intensive et elle marquera une nouvelle accentuation de la guerre, sa prolongation sans la moindre perspective de paix et la menace de la part des grandes puissances occidentales d'une intervention directe.

L'Europe dont la France aux avant-postes de la guerre

Lecornu, le ministre des armées, auditionné par la commission sur la défense de l'Assemblée nationale le 15 mars dernier, a annoncé qu'une trentaine de canons Caesar, en plus des 18 déjà livrés, allaient être fournis à l'État ukrainien « *entre novembre 23 et mars 24* ».

En avril, 14 chars AMX-10 RC avaient été livrés à la 37^{ème} Brigade de l'Infanterie de Marine ukrainienne dont les hommes ont été spécialement formés à l'utilisation de ces blindés. « *Nous l'avons essayé avec nos combattants et sommes convenus de l'appeler le 'fusil de sniper rapide sur roues'* », a affirmé Reznikov, le ministre ukrainien de la Défense. De quoi contrevenir à l'idée que l'État français serait réticent à équiper l'armée ukrainienne. Macron n'émet de réserves que pour défendre les intérêts

des industriels français à travers une mythique « *défense européenne commune* », il refuse que le fonds européen baptisé « *facilité européenne pour la paix* » -auquel la France participe- rembourse des achats d'armements autres qu'européens. A noter que ce fonds est hors budget de l'Union européenne, tout comme les achats d'équipements militaires livrés à l'Ukraine ne sont pas comptabilisés dans la loi de Programmation militaire. Par ailleurs, l'État français est très largement engagé dans les opérations de « *renforcement du flanc oriental de l'Otan* », en Estonie, Lituanie et en Roumanie. Il est en première ligne même s'il n'est pas le premier contributeur européen dans l'aide militaire à l'Ukraine.

Cette place revient à la Grande Bretagne qui a déjà formé 22 000 soldats ukrainiens entre 2015 et 2022 avec l'objectif de les initier au maniement des équipements militaires qu'elle a déjà livrés, plusieurs centaines de missiles anti-char et de systèmes lance-roquettes, ou qu'elle s'est engagée à envoyer, 14 blindés Challenger 2 et une trentaine de canons AS-90, un autre tank.

L'Allemagne a basculé dans une politique militariste dès le 27 février 2022 avec l'annonce par le chancelier Scholz de sa volonté d'injecter 100 milliards d'euros dans le budget militaire. Elle a choisi d'obéir aux injonctions des Etats-Unis qui maintiennent toujours dans le pays 181 bases militaires, 35 000 soldats ainsi que 17 000 employés civils américains. Réticente au départ à la livraison de chars Leopard 2 dont elle a vendu 3600 exemplaires dans le monde, en particulier à l'Arabie saoudite qui les utilise au Yémen, elle promet aujourd'hui la création en Ukraine même d'une usine de Rheinmetall, conglomérat allemand de l'armement, qui en produirait 400 par an. Le gouvernement allemand a en outre donné sa caution au mensonge officiel produit par l'administration américaine sur les attentats qui ont détruit les gazoducs Nord Stream 1 et 2, alors que le journaliste d'investigation Seymour Hersh les attribue à un groupe de mercenaires américains et norvégiens.

Mais jusqu'à présent, c'est la Pologne gouvernée par le parti d'extrême droite, Droit et Justice (PiS), allié au parlement européen avec le parti de Meloni, Fratelli d'Italie, qui a eu les faveurs des Etats-Unis, recevant Biden à deux reprises, en mars 2022 puis en février 2023. Il faut dire que le gouvernement polonais a annoncé sa volonté d'augmenter les effectifs de son armée pour atteindre 300 000 hommes et de consacrer 4 % de son PIB à son budget militaire, bien au-delà des 2 % exigés par l'Otan depuis quelques années. Depuis le début de la guerre, elle a commandé 366 chars Abrams aux États-Unis, 32 avions F35 et 96 hélicoptères Apache. Elle devrait leur passer une nouvelle commande pour un montant de 10 milliards de lance-roquettes et de plusieurs matériels militaires. Un biais, peut-être, par lequel ces derniers pourraient fournir indirectement leurs armements à l'État ukrainien, élargir leurs armées de supplétifs et apparaître aux yeux de leur opinion publique moins engagés dans la guerre en Europe.

Préparer l'opinion à l'état permanent de guerre mondialisée

Les Etats-Unis, la première puissance capitaliste, sont engagés dans une lutte pour la sauvegarde de leur leadership mondial avec la Chine, en qui ils voient une dangereuse rivale. Il y a 5 ans, Trump déclenchait une guerre commerciale en augmentant considérablement les droits de douanes de certaines exportations chinoises, entraînant une réponse comparable de la Chine. Mais aujourd'hui, il s'agit de la désigner comme un danger pour la sécurité des USA, une dictature qui combat les « *valeurs occidentales* », un conflit qui serait idéologique et non économique.

C'est ainsi que Janet Yellen, la secrétaire d'Etat au Trésor US, ancienne présidente de la banque centrale américaine, la Fed, a formulé la ligne officielle de la politique des Etats-Unis lors d'un discours prononcé le 20 avril : « *Même si nos actions ciblées peuvent avoir un impact économique, elles sont uniquement motivées par nos préoccupations concernant notre sécurité et nos valeurs. Notre objectif n'est pas d'utiliser ces outils pour obtenir un avantage économique concurrentiel* ». Il ne s'agirait en aucun cas de « *découpler* » l'économie chinoise de l'économie américaine, de les isoler l'une de l'autre, ce qui, soit dit en passant, est strictement impossible sans entraîner une catastrophe économique pour les deux pays et le monde entier.

Le chroniqueur Stephen S. Roach commente dans le journal *Les Echos* du 27 avril : « *Le point de vue de Mme Yellen est tout à fait conforme au sentiment antichinois qui s'est emparé des Etats-Unis. Le « nouveau consensus de Washington », comme l'appelle le chroniqueur du « Financial Times » Edward Luce, soutient que l'engagement a été le péché originel des relations entre les Etats-Unis et la Chine, parce qu'il a permis à la Chine de tirer parti de la naïveté américaine qui accordait une grande importance aux accords. L'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 occupe la première place à cet égard : les Etats-Unis ont ouvert leurs marchés, mais la Chine n'aurait pas tenu sa promesse de ressembler davantage à l'Amérique. L'engagement, selon cet argument alambiqué mais largement accepté, a ouvert la porte à des risques de sécurité et à des violations des droits de l'homme. Les responsables US sont aujourd'hui déterminés à fermer cette porte* ».

A partir des années 80, les multinationales et les Etats, dont l'État américain, ont fait tomber toutes les barrières qui constituaient une entrave à leurs capitaux et ont organisé les chaînes de production à l'échelle mondiale en fonction des coûts les plus bas, de la main d'œuvre la plus exploitée. La Chine est devenue d'abord « *l'atelier du monde* » puis une puissance émergente et enfin la 2^{ème} puissance économique mondiale.

Alors que la crise de rentabilité des capitaux amène une exacerbation de la concurrence mondiale, la lutte pour l'accaparement des richesses conduit à des tensions guerrières, une militarisation du monde, à la guerre. C'est le

même problème qui est fondamentalement à l'origine de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et de la contre-offensive des puissances occidentales contre la Russie, une question de zones d'influence, de richesses à accaparer, de pouvoirs à laquelle les peuples sont sacrifiés.

Pour la paix, la lutte internationaliste contre notre propre impérialisme, pour le socialisme

2240 milliards de dollars ont été dépensés dans le secteur militaire en 2022 dans le monde, révèle le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), publié lundi 24 avril. Une hausse record de 3,7 % par rapport à l'année dernière. C'est en Europe que l'augmentation a été la plus forte : les dépenses y ont bondi de 13 %.

L'Ukraine consomme 5000 obus par jour. Bien plus que ce que peuvent produire les usines françaises, allemandes ou espagnoles. Dans l'usine Nexter qui fabrique près de Bourges des obus de 155 mm pour les canons Caesar, la production actuelle est de 50 000 obus par an et devrait doubler d'ici à deux ans. Il y a la même pression sur tous les équipements militaires nécessaires comme le disent les généraux pour faire face aux besoins d'une guerre de haute intensité. Voilà pourquoi Macron a lancé « *l'économie de guerre* ». On n'a pas de quoi embaucher dans les hôpitaux ou l'Education, augmenter les salaires mais on va produire des canons, des avions de chasse et des munitions, à flux tendus, en 3x8, en travaillant plus sans être payé plus.

Et il se trouve même au sein du mouvement révolutionnaire l'idée étonnante que la guerre ne serait pour les USA et leurs alliés qu'un prétexte à la militarisation !

L'agression de Poutine contre l'Ukraine n'est pas un prétexte pour les USA et l'Otan mais le résultat d'un enchaînement géostratégique et militaire inscrit dans les évolutions des rapports de force à travers le monde et de la concurrence, des luttes d'influence entre grandes puissances dont les USA et leurs alliés sont un des facteurs de guerre déterminant.

Le combat contre la guerre est indissociable du combat social, contre l'injustice et l'exploitation et on ne peut le mener avec succès qu'en attaquant le mal à la racine, le mode de production capitaliste, basé sur la propriété privée des moyens de produire les richesses.

Après avoir approuvé la politique des puissances occidentales, dont celle de l'État français, au motif que la guerre en Ukraine serait une guerre de légitime défense d'un peuple, le PCF et LFI disent vouloir une paix négociée grâce à l'intervention d'institutions internationales comme l'ONU. Ils se réclament de la « *souveraineté nationale* » française et du nationalisme, respectueux des institutions de la bourgeoisie. C'est une impasse tragique. Le seul moyen d'arrêter cette guerre, c'est que les travailleurs, la jeunesse, les peuples refusent d'être la chair à canon des ambitions des capitalistes, oligarques ou multinationales qui sont assoiffés de richesses et de pouvoirs sans lesquels ils ne peuvent survivre en tant que classes dominantes.

Notre solidarité avec les peuples d'Ukraine et de Russie, c'est notre indépendance par rapport aux storytelling et aux mensonges des brigands des deux camps, c'est notre affranchissement de l'idéologie des classes dominantes, c'est notre fidélité aux idées internationalistes comme notre soutien politique aux militant.es qui les défendent à travers le monde.

Galia Trépère